

PLUS D'AUTORITÉ...

L'idée capitale, décisive, de cette Révolution, n'est-elle pas, en effet: plus d'autorité, ni dans l'Église, ni dans l'État, ni dans la terre, ni dans l'argent? Or, plus d'autorité, cela veut dire ce qu'on n'a jamais vu, ce qu'on n'a jamais compris, accord de l'intérêt de chacun avec l'intérêt de tous, identité de la souveraineté collective et de la souveraineté individuelle.

Plus d'autorité! c'est-à-dire: dettes payées, servitudes abolies, hypothèques levées, fermages remboursés, dépenses du culte, de la justice et de l'État supprimées; crédit gratuit, échange égal, association libre, valeur réglée; éducation, travail, propriété, domicile, bon marché garantis; plus d'antagonisme, plus de guerre, plus de centralisation, plus de gouvernements, plus de sacerdoces. N'est-ce pas la société sortie de sa sphère, marchant dans une position renversée, sens dessus dessous?

Plus d'autorité! c'est-à-dire encore le contrat libre à la place de la loi absolutiste; la transaction volontaire au lieu de l'arbitrage de l'État; la justice équitable et réciproque, au lieu de la justice souveraine et distributive; la morale rationnelle, au lieu de la morale révélée; l'équilibre des forces, substitué à l'équilibre des pouvoirs; l'unité économique à la place de la centralisation politique. Encore une fois, n'est-ce point là ce que j'oserai appeler une conversion complète, un tour sur soi-même, une Révolution?

Quelle distance sépare ces deux régimes, on peut en juger par la différence de leurs styles.

L'un des moments les plus solennels dans l'évolution du principe d'autorité est celui de la promulgation du Décalogue (...): *«Tu ne tueras pas; tu ne voleras point; tu ne forniqueras pas; tu ne commettras point de faux; tu ne seras point envieux et calomniateur (...).»*

Toutes les législations ont adopté ce style, toutes, parlant à l'homme, emploient la formule souveraine.

«Tu ne te rassembleras pas? tu n'imprimeras pas; tu ne liras pas; tu respecteras tes représentants et tes fonctionnaires que le sort du scrutin ou le bon plaisir de l'État t'aura donnés; tu n'obéiras aux lois que leur sagesse t'aura faites; tu payeras fidèlement le budget et tu aimeras ton gouvernement, ton seigneur et ton dieu, de tout ton cœur, de toute ton âme et de toute ton intelligence: parce que le gouvernement sait mieux que toi ce que tu es, ce que tu vaux, ce qui te convient, et qu'il a le pouvoir de châtier ceux qui désobéissent à ses commandements, comme de récompenser jusqu'à la quatrième génération ceux qui lui sont agréables».

O personnalité, humaine! se peut-il que pendant soixante siècles tu aies croupi dans cette abjection? Tu te dis sainte et sacrée, et tu n'es que la prostituée, infatigable, gratuite, de tes valets, de tes moines et de tes soudards. Tu le sais et tu le souffres! Être gouverné, c'est être gardé à vue, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé par des êtres qui n'ont ni le titre ni la science, ni la vertu... Être gouverné, c'est être à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est sous prétexte d'utilité publique et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale! Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon; des socialistes qui soutiennent, au nom de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité, cette ignominie (...). Hypocrisie!

Avec la Révolution, c'est autre chose. La recherche des causes premières et des causes finales est éliminée de la science économique comme des sciences naturelles.

L'idée du progrès remplace, dans la philosophie, celle de l'absolu. La Révolution succède à la Révélation. La Raison, assisté de l'expérience, expose à l'homme les lois de la nature et de la société; puis elle dit: «Ces lois sont celles de la nécessité même. Nul homme ne les a faites ; nul ne te les impose. Elles ont été peu à peu découvertes, et je n'existe que pour en rendre témoignage.

« - Si tu les observes, tu seras juste et bon, si tu les violes, tu seras injuste et méchant. Je ne te propose pas d'autre motif (...), tu es libre d'accepter ou de refuser.

- Si tu refuses, tu fais partie de la société des sauvages. Sorti de la communion du genre humain, tu deviens suspect. Rien ne te protège. A la moindre insulte, le premier venu peut te frapper, sans encourir d'autre accusation que celle de sévices inutilement exercés contre une brute.

- Si tu jures le pacte, au contraire, tu fais partie de la société des hommes libres. Tous les frères s'engagent avec toi, te promettent fidélité, amitié, secours, service, échange (...).

Trois articles, qui n'en font qu'un, voilà tout le contrat social. Au lieu de prêter serment à Dieu et à son prince, le citoyen jure sur sa conscience, devant ses frères et devant l'humanité. Entre ces deux serments, il y a la même différence qu'entre la servitude et la liberté, la foi et la science, les tribunaux et la justice, l'usure et le travail, le gouvernement et l'économie, le néant et l'être, Dieu et l'homme.

Pierre-Joseph PROUDHON,
*(Idée générale de la Révolution
au 19^{ème} siècle, p.342-345).*
